

Le lycée Autogéré est, plus que jamais, dans une incertitude sur son avenir. Cette année, des questions liées aux violences sexistes et sexuelles (VSS) ont traversé le Lap comme ailleurs dans la société.

Si l'ensemble de l'équipe était convaincue de l'importance de l'accueil de la parole des élèves et d'une prise en charge extérieure, des désaccords profonds sont apparus sur la priorité des actions à mener une fois les témoignages recueillis :

- un rapport adressé au Rectorat
- l'engagement dans un processus de justice transformatrice.

Cela a amené à une crise au sein du collectif du lycée qui a divisé l'équipe enseignante. Faute d'un accord sur les réponses à apporter, une partie de l'équipe a décidé d'agir seule et d'en référer aux instances hiérarchiques en rédigeant un rapport écartant toute autre démarche préalable au sein de l'établissement.

Le Rectorat a ensuite reçu différents signalements de mises en danger des personnes.

Le Rectorat a, conséquemment, diligenté une Inspection Générale pour enquête administrative qui menace à présent l'existence du lycée et l'autogestion. D'ores et déjà, le principe de la cooptation est suspendu. Même si la ficelle est trop grosse, certains n'hésiteront pas à utiliser ces événements pour discréditer l'autogestion.

Nous réaffirmons notre position d'éducateurs : face aux violences, y compris sexistes et sexuelles, il est possible d'agir par l'écoute, la sensibilisation, l'éducation, et la mise en place d'outils de transformation collective plutôt que par l'exclusion préalable et systématique.

Cette position est hélas, difficile à tenir, notamment vis à vis de certains de nos élèves, au sein du contexte sociétal actuel, mais nous souhaitons la défendre avec celles et ceux qui, comme dans d'autres collectifs, la considèrent comme un principe indispensable et humaniste.